

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 14 AVRIL 2015

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille quinze, le quatorze avril, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

**Étaient présents** : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

**Étaient absents** : M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

**Pouvoirs de vote** :

M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Michel PEDURAND

M. Hajiba KAZAOUI à M. Brigitte LEVEUR

M. Lise ROSSET à M. Catherine LARRIEU

Madame Cathy SAMANIEGO a été élue secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Procès-Verbal de la séance du 24 février 2015.

Monsieur le Maire recueille l'avis de l'assemblée pour l'ajout en point de dernière minute d'une motion du Groupe Front de Gauche du Conseil Municipal concernant les baisses des dotations de l'État aux collectivités territoriales.

\*\*\*\*\*

**SERVICES**

Monsieur Eric BACQUA, Président de la Mission Locale 47, Maire de Laplume,  
Monsieur Stéphane CHENOU Responsable de secteur présentent succinctement à l'assemblée leur association.

La Mission Locale créée par une loi de 1981 a malgré un statut associatif une mission de service public et fait parti du service public de l'emploi, c'est un outil de territoire qui accueille des jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans.

Pour cela elle articule son action autour de 5 axes :

- Repérage – Accueil – Information – Orientation
- Accompagnement personnalisé
- Développement d'actions pour favoriser le retour à l'emploi ou à la scolarité
- Expertise et observatoire du territoire : analyse et diagnostic pour mettre en œuvre des projets (logement, santé, accès aux droits...)
- Ingénierie de projet, proposition d'actions

La Mission Locale tient trois jours de permanence par semaine à Aiguillon, l'an passé 284 jeunes en ont bénéficié (128 aiguiillonnais) dont 91 % sont demandeurs d'emploi. Cela a débouché sur 46 CDD en Emploi Avenir et 3 CDI. Pour obtenir ces résultats, l'association leur a proposé diverses actions :

- un accès à l'emploi
- des formations diverses
- l'élaboration de projets professionnels
- une « réinsertion » concernant « les basiques » : logement, santé, citoyenneté, sport, culture.

Monsieur BACQUA indique que le budget de la Mission Locale est de 1 400 000 € par an (hors aides sociales) pour une masse salariale d'environ 30 personnes financé en grande partie par l'État et les collectivités territoriales. Il indique que la particularité du Confluent c'est que la Communauté de Communes n'a pas la compétence sociale et ne peut donc pas les aider financièrement chacune des communes décide de sa politique sociale et donc du financement ou non de la Mission Locale. Il rappelle que son association reste également tributaire du marché de l'emploi.

Monsieur CHENOU insiste sur l'importance de la détection des situations de détresse, qui peut se faire par plusieurs biais, les établissements scolaires, les services municipaux, Pôle Emploi, le CCAS, le CMS...

### Convention d'objectifs Mission Locale

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à adopter le modèle de convention d'objectifs avec la Mission Locale (voir modèle joint en annexe), qui assure des permanences et un accueil sur la commune.

Pour l'année 2015, la Commune s'engage à verser à la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret une subvention de 6.681,46 € (six mille six cent quatre-vingt-un euros et quarante-six centimes), correspondant à :

cotisation : 40 €

subvention (commune pour laquelle est rendu un service de proximité – présence d'un accueil ou d'une antenne) :  
1.47 € / hab x 4 518 habitants = 6 641,46 €

### Le Conseil municipal, Après en avoir délibéré

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**VALIDE** le projet de convention d'objectifs (présence d'un accueil ou d'une antenne) de la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret selon le modèle joint en annexe,

**AUTORISE** le Maire à signer ladite convention à intervenir.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

### ENFANCE

### Dispositif « École et Cinéma » - Année Scolaire 2015/2016 – Prise en charge du Coût de la billetterie

Comme chaque année, la commune d'Aiguillon peut, pour l'année scolaire 2015/2016, participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel-Pagnol et des écoles maternelles Marie-Curie et Jean-Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique.

Le Conseil municipal est appelé à reconduire les conditions des années précédentes.

### Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

*VU l'avis de la commission Enfance en date du 31 mars 2015,*

**ACCEPTE** de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2015-2016, en

partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

*École élémentaire :*

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année,  
A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année)  
soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2015/2016 de : **577,50 €** pour l'école

*Écoles maternelles :*

Maximum de 25 élèves de la classe de Grande Section par année,  
A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties, (ou 7,50 € par enfant et par année)  
soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2015/2016 de : **187.50 €** par école,

DIT que les crédits sont prévus au BP 2015 de la commune.

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

**Détermination des tarifs enfance pour l'année 2015/2016**

Le maire invite le conseil municipal à fixer les différents tarifs des services Enfance pour l'année scolaire 2015/ 2016.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
7 abstentions, M. Guingan, Diouf, Sadir, Cadays, Couret, Aymard, Sassi

VU l'avis de la commission Enfance en date du 31 mars 2015 ,

**DÉCIDE** de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de l'**Accueil de Loisirs Sans Hébergement** (accueil au Centre ou sorties sur la journée), à compter du 1er septembre 2015 :

<b>ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents Aiguillon)</b>	<i>Tarifs 2015-16 tous régimes</i>		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
Journée sans repas	<b>5,30 €</b>	<b>5,80 €</b>	<b>6,40 €</b>
Journée avec repas	<b>7,50 €</b>	<b>8,20 €</b>	<b>9,20 €</b>
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>	<b>4,25 €</b>		
½ journée sans repas	<b>3,20 €</b>	<b>3,70 €</b>	<b>4,20 €</b>
½ journée avec repas	<b>5,70 €</b>	<b>6,20 €</b>	<b>6,70 €</b>
Activités supplémentaires	<b>3, 5, 7, 9, et 15 €</b> (en fonction du coût de revient)		

<b>ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée</b> (résidents hors Aiguillon)	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705 €	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
Journée sans repas	9,55 €	10,55 €	11,35 €
Journée avec repas	12,95 €	13,95 €	16,95 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>		6,35 €	
½ journée sans repas	4,35 €	4,85 €	5,35 €
½ journée avec repas	6,35 €	6,85 €	7,35 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs du service **ACTIV'ADOS** (animation jeunesse) : **accueil sur place ou sorties sur la journée** à compter du 15 avril 2015 :

<b>Activ'ados</b> accueil sur place ou sorties sur la journée (résidents Aiguillon)	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
<b>SORTIES</b>			
Demi journée	3,20 €	3,70 €	4,20 €
Journée sans repas	5,30 €	5,80 €	6,40 €

<b>Activ'ados</b> accueil sur place ou sorties sur la journée (résidents hors Aiguillon)	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705 €	Quotient familial > à 695 et < ou = à 705,01€	Quotient familial > à 1.000
<b>SORTIES</b>			
Demi journée	9,40 €	10,40 €	11,20 €
Journée sans repas	4,20 €	4,70 €	5,20 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des **SEJOURS** (pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et Activ'ados), à compter du 1er septembre 2015 :

<b>SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents Aiguillon)</b>	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
<b>2 jours – 1 nuit</b>	43,00 €	53,00 €	63,00 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>		37,00 €	
<b>4 jours – 3 nuits</b>	82,00 €	87,00 €	97,00 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>		77,00 €	

<b>SEJOURS : (ALSH, ACTIV'ADOS (résidents hors Aiguillon)</b>	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
<b>2 jours – 1 nuit</b>	53,00 €	63,00 €	73,00 €
<i>Bénéficiaires bons CAF et MSA</i>		44,00 €	
<b>4 jours – 3 nuits</b>	87,00 €	97,00 €	107,00 €

Bénéficiaires bons CAF et MSA	82,00 €
-------------------------------	---------

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de la restauration scolaire, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 :

RESTAURATION SCOLAIRE	Tarifs 2015- 2016 (prix par repas)
Élèves	2,60 €
Enseignants et autres intervenants	5,20 €
ALSH hors communes	5,80 €

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs des services d'accueil périscolaire dans les écoles communales, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 :

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE forfait par mois et par enfant	Tarifs 2015-16 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705,01 et < ou = à 999,99	Quotient familial > à 1.000
GARDERIE uniquement (matin/ soir)	15,10 €	16,10 €	17,10 €
Garderie AVEC ETUDES SURVEILLÉE	20,10 €	21,10 €	22,10 €
Garderie du mercredi après-midi : la séance	5,70 €	6,20 €	6,70 €

DIT que les tarifs modulés ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué ;

DIT que le montant-plancher de Quotient Familial fixé à 705 € pourra être modifié pour rester indexé sur celui de « l'aide aux vacances et loisirs » de la CAF, pour des raisons de commodité administrative ;

APPROUVE la synthèse de l'ensemble des tarifs applicables annexée à la présente délibération.

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

Monsieur Couret regrette que le prix des repas augmentent même faiblement, Monsieur Sadir indique que la commission enfance ne souhaitait aucune augmentation pour les habitants de la commune, Madame Aymard pense que cela va à l'encontre d'un mandat « social » et précise que l'idée de base était de rendre l'école totalement gratuite cantine comprise.

Monsieur le Maire dit qu'il a fallu trouver un compromis l'augmentation est donc très faible pour les aiguillonnais et plus importante pour les personnes domiciliées hors commune et que ces tarifs ont été validés par la commission des finances.

\*\*\*

### Détermination du montant de participation 2014/2015 des communes de résidence aux frais de scolarité

Les écoles publiques d'Aiguillon, tant les deux écoles maternelles que l'école élémentaire, accueillent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.

La commune d'Aiguillon est en droit de demander une participation aux communes de résidence de ces enfants pour les frais de scolarité correspondants. Les communes de résidence sont tenues de régler cette participation dans les cas de droit commun, c'est-à-dire si elles ne disposent pas d'école élémentaire, ou pas de structures d'accueil suffisantes ou adaptées permettant la scolarisation de tous les enfants.

La répartition des charges de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence de l'enfant. A défaut d'accord entre les communes intéressées, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil.

Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Ainsi, Aiguillon accueille pour l'année scolaire 2014/ 2015 :

- 6 enfants non-aiguillonnais en écoles maternelles (dont 1 n'est pas recouvrables car provenant de communes dotées d'une école),
- et 40 en élémentaire (dont 18 ne sont pas recouvrables car provenant de communes dotées d'une école).

En ce qui concerne la Classe d'intégration Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, elle accueille 13 enfants, dont 9 résidant hors d'Aiguillon. Ceci correspond au régime de droit commun (participation obligatoire des communes de résidence).

Enfin, la commune d'Aiguillon assure également dans les écoles des prestations de restauration scolaire et d'accueil périscolaire, pour certains de ces enfants. Monsieur le maire rappelle que la différence importante entre le coût de revient de ces services et les tarifs demandés aux familles est actuellement financée par les contribuables aiguillonnais, les communes de résidence ne souhaitant pas participer.

Monsieur le maire propose au conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

Écoles maternelles	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2014	186 067 €	14 696 €	200 763,00 €
Nb élèves total	156	156	
Coût moyen/ élèves/ an	1 193 €	94 €	<b>1 287 €</b>

École élémentaire C.L.I.S.	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2014	75 715 €	87 317 €	163 032 €
Nb élèves total	281	281	
Coût moyen/ élèves/ an	269 €	311 €	<b>580 €</b>

Restauration scolaire Accueil périscolaire	cantine	garderie	total
Total frais de fonctionnement 2014	266 092 €	196 955 €	463 047 €
Nb élèves total	437	437	
Coût moyen / élève/ an	<b>609 €</b>	<b>451 €</b>	<b>1 060 €</b>

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

VU l'avis de la commission Enfance en date du 31 mars 2015 ,

**FIXE** les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2014/ 2015, selon le détail suivant :

- écoles maternelles : 1 287 €/ enfant/ an (1.276 € en 2013/2014) ;
- école élémentaire/ CLIS : 580 €/ enfant/ an (579€ en 2013/ 2014)

**INDIQUE** le coût moyen des services « Restauration scolaire » et « Accueil/ ateliers périscolaires », dont le remboursement par les communes de résidence n'est pas obligatoire, selon le détail suivant pour l'année scolaire 2014/ 2015 :

- Restauration scolaire : 609 €/ enfant/ an (623 € en 2013/2014) ;
- Accueil/ ateliers périscolaires : 451 €/ enfant/ an (326 € en 2013/ 2014)

DIT que le montant prévisionnel total de la participation facturée aux communes de résidence va s'élever à : 19 195 € pour l'année 2014/2015 ;

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2015 en section de fonctionnement à l'article 70878,

**MANDATE** monsieur le maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

Madame Moschion demande qu'elles sont les communes concernées, Monsieur le Maire lui indique qu'en grande majorité les enfants viennent de Nicole et Saint Léger, il précise que la demande de remboursement des frais de scolarité ne concerne que les communes qui n'ont pas d'école et que cela ne comprends pas la cantine , la garderie et l'accueil périscolaire.

\*\*\*

### Création du service d'animation jeunesse ACTIV'ADOS

La Commune a cessé son partenariat, débuté en 2011, avec l'association « Vivre Mieux Ensemble » de Port-Sainte-Marie, en raison du manque de fréquentation des jeunes, ce qui lui a été signifié par courrier le 15 janvier 2015.

Cette décision a aussi été motivée par le fait que la Caisse d'Allocations Familiales d'Agen n'a pas reconduit le financement du dispositif dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse de 2014 à 2017, en raison d'un trop faible nombre d'heures réalisées.

Cependant, la commune souhaite offrir une nouvelle formule avec un accueil plus adapté aux besoins des jeunes âgés de 12 à 17 ans. La commission enfance de la commune, réunie le 31 mars 2015, suggère la création d'une action innovante à leur attention avec la présence d'un personnel communal diplômé.

A cet effet, un questionnaire a été adressé en janvier 2015 à tous les collégiens et lycéens de la cité scolaire Stendhal. Il a confirmé leurs attentes en la matière et a permis de connaître plus précisément leurs motivations, intérêts, et suggestions.

Une déclaration auprès de Direction Départementale de la Cohésion Sociale et le Protection des Personnes a été effectuée le 10 mars, sous le n°0470032CL000514, dont l'objet est une extension d'accueil de l'ALSH de la commune d'Aiguillon.

La commune va donc déclarer deux espaces, pour cette action nommée « **ACTIV'ADOS** » :

- un espace situé au Centre d'Animation Municipale, 1 rue de Visé
- un espace situé sur les installations sportives du stade Louis Jamet

Ces accueils se dérouleraient les mercredis après-midi des semaines scolaires, ainsi que deux semaines (une en juillet, une en août) pendant les vacances d'été, d'automne, d'hiver et de printemps. Les adolescents, encadrés par un animateur, pourront s'approprier le lieu et participer à des activités et des sorties éducatives.

Le budget prévisionnel sera englobé sur le budget ALSH – fonction 421. Une aide sera sollicitée auprès de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance-Jeunesse et d'un appel à projets. Cette offre de loisirs pourra faire l'objet d'un avenant au contrat.

La commune d'Aiguillon assurera :

- l'élaboration du projet pédagogique ;
- l'accueil téléphonique : renseignement concernant le fonctionnement d'ACTIV'ADOS, les inscriptions ou les activités ;
- le suivi administratif et la gestion : établissement du dossier d'inscription annuel, tenue de l'état des présences journalier, tenue des registres d'inscription aux activités ;
- l'accueil physique et l'encadrement aux horaires prévus ;
- la communication de ces activités ;
- les tarifs
- la mise à disposition des équipements, et des clés,

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Après en avoir délibéré,  
Le Conseil municipal,

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis de la commission Enfance en date du 31 mars 2015 ,

**DECIDE** de créer un service d'animation à destination de la jeunesse, dénommé ACTIV'ADOS,

**AUTORISE** le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire,

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2015.

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

Madame Diouf demande quelles sont les demandes des jeunes qui ont été sondés, Monsieur Sadir lui répond qu'ils sont intéressés par la musique, le sport, un lieu où se retrouver, il précise qu'ils sont en train d'élaborer un programme d'animations avec l'agent en charge d'Activ'ADOS.

Madame Diouf regrette que seule une douzaine d'adolescents puissent participer à ce programme, elle signale que le mercredi après-midi les animations sont aux mêmes horaires que l'UNSS. Elle aimerait l'ajout d'une mention culturelle dans les activités soulignant l'éventuelle appétence des adolescents pour des animations relatives à l'art.

Monsieur Piazzon demande quel est le budget prévu pour le fonctionnement d'Activ'ADOS, Monsieur le Maire lui explique que cela reste dans le cadre du CLSH et rappelle que ce sont des activités de loisirs.

Madame Diouf pense qu'il est important que le budget soit adapté afin de pouvoir mettre en place des partenariats, elle espère qu'il ne s'agira pas uniquement d'activités sportives car il y a déjà de nombreuses associations de cet ordre sur Aiguillon.

Monsieur le Maire indique que le club house de stade Louis Jamet sera utilisé, pour des raisons pratiques mais toutes les animations ne seront pas relatives au sport.

\*\*\*

## BIENS COMMUNAUX

### Mise en location et détermination d'un loyer pour le logement de la résidence des allées, 36 Cours Alsace Lorraine

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2014 chargeant le Maire, au nom de la commune, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

La commune d'Aiguillon est propriétaire d'un appartement dans l'immeuble « Résidence des Allées » : il s'agit du logement de fonction du Receveur municipal. Ce logement situé au 3e étage correspondant à un local à usage d'habitation principale, et présente les caractéristiques suivantes :

Adresse	type	détail	Surface habitable
36, cours Alsace-Lorraine	Appartement	1 pièce à vivre, 3 chambres, 1 salle de bain, 1 salle d'eau	122 m <sup>2</sup> habitables

Ce logement, qui respecte les normes actuelles d'habitabilité, est inoccupé et la DGFIP a fait connaître sa décision de ne plus en être attributaire. C'est pourquoi la Commune a mis ce bien en vente le 17 septembre 2013, mais devant l'absence d'acheteurs et afin de ne pas laisser le logement inoccupé, le Conseil municipal est appelé à approuver la mise en location du bien en fixant les principales dispositions du bail et à déterminer un montant de loyer en le fixant à : 500 € par mois (après évaluation de l'agence immobilière par comparaison avec les loyers pratiqués sur la Commune).

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,



27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCIDE** de donner à bail le logement, propriété de la commune, qui présente la nature et la consistance suivantes :

Adresse	type	détail	Surface habitable
36, cours Alsace-Lorraine	Appartement	1 pièce à vivre, 3 chambres, 1 salle de bain, 1 salle d'eau	122 m <sup>2</sup> habitables

**DIT** que le régime juridique applicable est celui du droit commun de la location (soit pour la réglementation en vigueur : lois du 1-9-1948 et du 06-07-1989), et que ce bail est un contrat de droit privé ;

**DÉCIDE** que le bail devra être passé de gré à gré et non par adjudication publique, et que le local loué est destiné exclusivement à un usage d'habitation principale ;

**DÉTERMINE** les conditions suivantes pour la location de ce logement :

- bail d'une durée de six (6) ans à compter du 1er janvier ;
- date de révision des loyers : 1er janvier ;
- indexation du loyer sur l'indice de référence des loyers (IRL) ;
- dépôt de garantie fixé à l'équivalent d'un mois de loyer ;
- montant de loyer mensuel initial : 500 € (cinq cents euros) auquel s'ajoute une provision pour charges de 0 € (SANS OBJET)

**DIT** que les recettes correspondantes seront imputées sur le budget communal au chapitre 752,

**DIT** que la présente délibération prend effet à compter du 1er mai 2015 ;

**MANDATE** monsieur le Maire, auquel il a délégué le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage des biens, pour conclure le contrat et signer les documents relatifs à ce dossier ;

**MANDATE** monsieur le maire pour poursuivre les démarches de cession de ce bien.

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

Monsieur Guingan demande si les charges sont comprises dans le montant du loyer, Monsieur le Maire lui indique que non et qu'elles représentent une centaine d'euros supplémentaire par mois. Monsieur Couret trouve le montant proposé trop élevé et demande si on ne peut pas l'intégrer au parc des logements sociaux de la commune, Monsieur le Maire lui rappelle que ce logement est en vente depuis plus de deux ans il souhaite qu'il soit loué afin de ne pas rester vide et que la mairie n'a pas la vocation de bailleur social plus qu'elle ne l'est actuellement. De plus il rappelle la taille (122 m<sup>2</sup>) et le standing du logement.

\*\*\*

#### Détermination d'un nouveau loyer pour le logement du deuxième étage de l'école Marie Curie, 4 rue Michelet

La commune d'Aiguillon est propriétaire de deux anciens logements de fonction des instituteurs de l'école maternelle Marie-Curie, dont l'un situé au 2e étage répond aux caractéristiques suivantes :

Adresse	type	Détail pièces	Surface habitable
4, rue Michelet 2e étage	appartement	1 pièce à vivre, 3 chambres, 1 salle d'eau	67 m <sup>2</sup>

Ce logement va être libéré, et réhabilité, le conseil municipal est appelé à déterminer un nouveau montant de loyer, par comparaison avec les loyers pratiqués sur la Commune. Il est proposé ainsi d'ajuster l'ancien loyer (312,90 €) en le fixant à : 400 € par mois.

Les autres principales dispositions du bail qui avaient été déterminées par délibération en date du 16 octobre 2009, restent inchangées et notamment :

- le régime juridique applicable est celui du droit commun de la location (soit pour la réglementation en vigueur : lois du 1-9-1948 et du 06-07-1989), et ce bail est un contrat de droit privé,
- le bail devra être passé de gré à gré et non par adjudication publique, et le local loués sont destinés exclusivement à un usage d'habitation principale ;
- les conditions qui s'appliquent pour la location de ce logement sont les suivantes :
  - bail d'une durée de six (6) ans à compter du 1er janvier ;
  - date de révision des loyers : 1er janvier ;
  - indexation du loyer sur l'indice de référence des loyers (IRL) ;
  - dépôt de garantie fixé à l'équivalent d'un mois de loyer.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré,**

27 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

*VU le code général des collectivités territoriales,*

*VU la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée,*

*VU la délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2014 chargeant le Maire, au nom de la commune, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;*

**FIXE** le montant du loyer dans l'appartement sis au 2ème étage de l'école maternelle Marie Curie 4 rue Michelet comme suit :

Nouveau loyer mensuel	
Location au mois	400,00 € (quatre cents euros)

**DIT** que les autres principales dispositions du bail qui avaient été déterminées par délibération en date du 16 octobre 2009, restent inchangées.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

## **PERSONNEL COMMUNAL**

### **Autorisation de principe à Monsieur le Maire pour le recrutement d'agents non titulaires pour les missions de remplacements**

Le Maire rappelle à l'assemblée, que conformément à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3/1er alinéa ; le conseil municipal peut permettre à Monsieur le Maire de recruter des agents non titulaires remplaçants.

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux indisponibles.

**Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**AUTORISE** Monsieur le Maire pour la durée de son mandat à recruter en tant que de besoin des agents non titulaires dans les conditions fixées par l'article 3/1er alinéa de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires momentanément indisponibles;

**CHARGE** le Maire de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées et leur profil ;

DIT qu'à cette fin, une enveloppe de crédit est prévue au budget.

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

Madame Aymard demande si il y a eu un appel d'offres afin de mettre en concurrence le SPET du Centre de Gestion et les prestations de l'AIPC, association gérée par un employé communal détaché dont il convient de pérenniser l'emploi.

Monsieur le Maire lui indique que le SPET est un bon outil pour pouvoir « mettre un pied » dans les collectivités territoriales, en effet lorsque la mairie trouve des candidats elle les fait s'inscrire auprès du CDG, le service SPET représente environ 35 emplois à temps complet par an.

Madame Moschion s'inquiète du recrutement de contractuels qui ont des heures minimales renforçant leur précarité et pense qu'il faut faire un effort dans ce sens au lieu de multiplier les remplaçants, elle ne comprend pas pourquoi on fait appel à de nouvelles personnes au lieu d'augmenter le nombre d'heures des personnes déjà présentes.

Monsieur le Maire estime que les seuls contrats dit « précaires » sont ceux des ateliers périscolaires qui représentent effectivement un nombre d'heures très faible.

\*\*\*

### Ratio Promus – Promouvables 2015

Conformément à la loi du 19 février 2007, d'application immédiate (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 49 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale), chaque assemblée délibérante est tenue de fixer après avis du Comité Technique Paritaire, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus en déterminant un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

La délibération doit fixer le taux, appelé « ratio promus-promouvables » pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Monsieur le maire propose à l'Assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade pour la collectivité, tel que validés par le Comité Technique Paritaire en date du 06 mars 2015.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 06 mars 2015.

**ADOpte** les ratios d'avancement de grade pour l'année 2015 pour la collectivité ainsi proposés :

<i>Grade d'origine</i>	<i>Grade d'avancement</i>	<i>Nombre d'agents promouvables</i>	<i>Taux</i>
<i>Filière administrative</i>			
Adjoint administratif de 1e classe	Adjoint administratif principal de 2e classe	1	100%
<i>Filière technique</i>			
Ingénieur	Ingénieur principal	1	100%
Adjoint technique de 2e classe	Adjoint technique de 1e classe	1	100%
Adjoint technique de 1e classe	Adjoint technique principal de 2e classe	1	100%
<i>Filière culturelle</i>			
Adjoint du patrimoine de 1e classe	Adjoint du patrimoine principal de 2e classe	2	50%
<i>Filière médico-sociale</i>			
ATSEM de 1e classe	ATSEM principal de 2e classe	2	50%
Auxiliaire de puériculture de 1e classe	Auxiliaire de puériculture principal de 2e classe	1	100%

Monsieur Couret s'étonne que l'ingénieur de la ville récemment arrivé soit déjà promouvable, Monsieur le Maire lui indique que c'est du fait la reprise de son ancienneté et que cette promotion sera soumise à l'avis du Comité Technique du CDG47.

**Modification du tableau des effectifs suite aux avancements de grade, départs en retraite et besoins nouveaux : Créations, suppressions et modifications de postes**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le conseil municipal est appelé à apporter des modifications au tableau des effectifs du personnel communal suite :

- aux évolutions de carrière (avancements de grade),
- aux mouvements de personnel (départs en retraite),
- et à une adaptation aux besoins nouveaux (Atsem, garderie, centre de loisirs, électricien).

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni le 06 mars 2015, le conseil municipal est appelé à approuver les modifications et créations de postes suivants et à adopter le tableau des emplois ainsi proposé intégrant ces modifications, selon le détail suivant :

• **A COMPTER DU 1<sup>er</sup> MAI 2015 :**

**EMPLOIS A MODIFIER :**

emploi	Grade	Temps de travail hebdo		Motif du changement
		actuel	Au 01.05.15	
Agent d'animation enfance (accueil périscolaire école Pagnol, centre de loisirs)	Adjoint d'animation de 2e classe (filière Animation)	35h00	25h00 (annualisé)	Départ en retraite
Agent d'animation enfance (accueil périscolaire école Jaurès, centre de loisirs)	Adjoint d'animation de 2e classe (filière Animation) ou 1ère classe	35h00	28h00 (annualisé)	Départ en retraite

**EMPLOIS A CRÉER :**

emploi	Grade	Temps de travail hebdo		Motif du changement
		actuel	Au 01.05.15	
Agent surveillance en école maternelle (école Jaurès)	Adjoint d'animation de 2e classe (filière Animation)	Sans objet	21h15 (annualisé)	Besoin nouveau
Électricien	Adjoint technique de 2e classe (filière Technique)	Sans objet	28h00 (annualisé)	Besoin du service (non-remplacement depuis 2 ans)

• **A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JUIN 2015 :**

**EMPLOIS A SUPPRIMER :**

Filière	Grade	Temps de travail hebdo	Nombre de postes	Motif du changement
Administrative	Adjoint administratif de 1e classe	35h00	1	Avancement de grade
Technique	Ingénieur	35h00	1	Avancement de grade
Technique	Adjoint technique de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
Médico-sociale	ATSEM de 1e classe	35h00	1	Avancement de grade
Médico-sociale	Auxiliaire puériculture de 1e classe	35h00	1	Avancement de grade

Culturelle	Adjoint du patrimoine de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
------------	------------------------------------	-------	---	---------------------

#### EMPLOIS A CRÉER :

filière	Grade	Temps de travail hebdo	Nombre de postes	Motif du changement
Administrative	Adjoint administratif principal de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
Technique	Ingénieur principal	35h00	1	Avancement de grade
Technique	Adjoint technique principal de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
Médico-sociale	ATSEM principal de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
Médico-sociale	Auxiliaire puériculture principal de 2e classe	35h00	1	Avancement de grade
Culturelle	Adjoint du patrimoine principal de 1e classe	35h00	1	Avancement de grade

**Le conseil municipal,  
après délibération,**

*25 voix pour,  
1 voix contre, M. Piazzon  
1 abstention, M. Moschion*

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire réuni le 06 mars 2015,

**ADOpte** le tableau des emplois ainsi proposé pour les mises à jour liées aux créations et modifications de postes, qui prendra effet à compter du 1er mai 2015, selon le modèle joint en annexe n°1 ;

**ADOpte** le tableau des emplois ainsi proposé lié aux avancements de grade, qui prendra effet à compter du 1er juin 2015, selon le modèle joint en annexe n°2 ;

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget primitif 2015 de la Commune ;

**CHARGE** monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création, la modification et la suppression de ces emplois, et les démarches administratives correspondantes.

*Publié le 15/04/15  
Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

Madame Diouf demande pourquoi des modifications d'horaires ont été apportées aux emplois créés dans les écoles, Monsieur le Maire lui explique que l'ATSEM supplémentaire ne sera présente que pendant le temps scolaire, mais que cette création d'emploi est nécessaire aux vues de l'évolution du public qui fréquentent les écoles de la commune. De plus, le Centre de Loisirs se retrouvait en sureffectif d'encadrement le mercredi après-midi.

Madame Aymard pense qu'il serait souhaitable de donner leur chance à des jeunes par le biais de la Mission Locale ; Monsieur le Maire lui répond que l'emploi des seniors est également un véritable problème et que si les candidatures le permettent il essaiera de panacher les tranches d'âges lors des recrutements.

Monsieur Piazzon s'inquiète que la diminution du nombre d'heures des agents qui étaient déjà en place ne provoque un surcroît de travail pour les autres agents, Monsieur le Maire lui explique que cela n'arrivera pas, l'accueil périscolaire étant en sureffectif actuellement. De plus il se félicite de la création de deux emplois dans le contexte actuel.

#### Création d'emplois saisonniers de surveillants de baignade – piscine – été 2015

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3, alinéa 2,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement du personnel pour assurer la surveillance des bassins de la piscine municipale durant les mois de juillet et août 2015.  
Sur le rapport de monsieur le maire,

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de créer les emplois saisonniers suivants pour assurer l'enseignement de la natation aux scolaires et la surveillance des bassins à la piscine municipale :

<i>Emploi</i>	<i>Nombre d'emploi</i>	<i>Grade</i>	<i>Durée travail</i>
Surveillant de baignade (BEESAN) juillet - août	1	Éducateur des APS 2 <sup>e</sup> classe (7 <sup>e</sup> échelon)	Temps complet (35H/ semaine)
Surveillant de baignade (BNSSA) août	1	Éducateur des APS 2 <sup>e</sup> classe (5 <sup>e</sup> échelon)	Temps complet (35H/ semaine)

**DIT** que ces emplois seront créés durant la période d'ouverture au public de la piscine municipale (juillet / août 2015)

**DIT** que les rémunérations de ces emplois seront rattachées aux échelles indiciaires des grades correspondants ;

**DIT** que l'emploi de surveillant de baignade (BEESAN) à temps complet pourra bénéficier, si nécessaire, d'un avantage en nature « logement de fonction » ou d'une indemnité de transport ;

**DIT** que les crédits sont prévus au BP 2015 de la commune,

**HABILITE** monsieur le maire à recruter des agents contractuels pour pourvoir ces emplois (*contrat d'une durée maximale de 6 mois sur une même période de 12 mois*).

Publié le 15/04/15  
Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*

#### Création d'emplois saisonniers été 2015 – animation et services

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,  
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale,  
VU l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,  
VU l'article 3 alinéa 2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par la Loi n°2012-647 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique,  
CONSIDERANT qu'en raison du surcroît de travail conséquent l'ouverture de la piscine et l'ouverture du centre de loisirs,  
il y aurait lieu de créer des emplois saisonniers.

**Après en avoir délibéré,  
le Conseil municipal,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de créer les emplois non titulaires en raison de l'accroissement saisonnier d'activité suivant :

<i>Emploi</i>	<i>Nombre d'emploi</i>	<i>Grade</i>	<i>Durée travail</i>
Agent de services – vestiaires piscine + vente de glace + vente tickets entrée	1	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe Week-end du 11 et 12/07 et du 1er au 30 août	Temps complet (35H/ semaine)
Agent médiation abords piscine week-end + du 3 au 23 août	1	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> me classe	Temps non complet
Agent d'animation juillet et août	1	Adjoint d'animation de 2 <sup>e</sup> me classe	Temps complet (35H/semaine)
Agent de service pour camping 1 jour par semaine	1	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> me classe	Temps non complet 6 heures par semaine

**DIT** que les rémunérations de ces emplois seront rattachées aux échelles indiciaires des grades correspondants ;

**DIT** que les crédits sont prévus au BP 2015 de la commune,

**HABILITE** monsieur le maire à recruter des agents contractuels pour pourvoir ces emplois (contrat d'une durée maximale de 6 mois sur une période consécutive de 12 mois).

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

#### Adoption du protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux au sein de la mairie d'aiguillon

Suite aux élections professionnelles du 4 décembre 2014, des agents communaux affiliés aux syndicats CFDT Interco et Force Ouvrière ont été élus pour représenter le personnel au sein des instances paritaires : Comité technique et Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Lors de la réunion d'installation en date du 06 mars 2015, les membres du CT ont approuvé le projet de protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux. Il a pour objectif de préciser les conditions d'exercice des droits syndicaux des agents de la Mairie d'Aiguillon.

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'adopter ce protocole, tel que validé par le Comité Technique Paritaire en date du 06 mars 2015.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

*27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,  
VU le décret n° 85-397 du 03 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale,  
VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 06 mars 2015,

**ADOpte** le protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux des agents de la Mairie d'Aiguillon, selon le modèle joint en annexe,

**MANDATE** monsieur le maire pour appliquer ce protocole.

*Publié le 15/04/15*

## FINANCES / COMPTABILITÉ

### Détermination des taux d'imposition 2015 – Vote des 4 taxes

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4, Les communes et les EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des trois impôts ménages (taxes foncières et taxe d'habitation) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Les collectivités peuvent en faire varier les taux, dans une même proportion, d'une année sur l'autre.

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif.

La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation.

Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

A compter de l'exercice 2011, la *taxe professionnelle* a été remplacée par :

- x des taxes nouvelles :
  - Cotisation Foncière des Entreprises, CFE (due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée) ;
  - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
  - Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;
- x des taxes transférées :
  - part départementale TH ;
  - part départementale et régionale TFNB ;
  - taxe sur les surfaces commerciales TASCOM ;
  - une partie des frais d'assiette et de recouvrement (auparavant perçu par l'État).

A ces taxes nouvelles ou transférées peut se rajouter la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte éventuelle.

Pour Aiguillon, les taux votés en 2014 étaient les suivants :

	Taux 2014
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Dans le cadre du vote du budget primitif 2015, monsieur le maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, de maintenir les taux d'imposition de l'année 2014.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉTERMINE** pour l'année 2015, les taux d'imposition des taxes directes locales et du taux-relais de CFE suivants :

	Taux 2015
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%



Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*\*\*

Madame Aymard pense qu'il faut baisser le taux de la CFE afin de rendre Aiguillon plus attractive pour l'installation des entreprises, Monsieur Guingan la rejoint sur ce point ; Monsieur Girardi ajoute que la ZAE de Damazan a vidé totalement Aiguillon de ses entreprises et rendu la ZAC de Fromadan obsolète et qu'il est impératif et urgent de trouver un moyen de faire venir des entreprises, il ajoute que sur la ZAE les entreprises perçoivent des subsides pour l'installation qu'il est donc nécessaire pour Aiguillon de faire pression sur le Conseil Départemental et se dit prêt à aider Monsieur le Maire dans ce sens si ce dernier le souhaite.

Monsieur le Maire leur répond que pour aider les entreprises il faut relancer la demande en maintenant une fiscalité stable pour les ménages par exemple, il rappelle qu'une grande partie de la population aiguiennaise a des revenus faibles et n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu, il est d'accord, le foncier non bâti reste cher cela dit mécaniquement il est impossible de baisser un taux sans modifier les autres.

Madame Moschion pense qu'il faut en premier lieu faire pression sur la Communauté de Communes du Confluent et s'étonne de la lenteur de cette dernière à communiquer le taux de répartition de la fiscalité entre les communes membres, elle estime que la crèche et la piscine municipale ont lieu d'être de compétence communautaire.

Concernant le taux de répartition de la fiscalité, Monsieur le Maire lui indique que sa diffusion n'est plus une obligation légale car cela créerait de la discrimination entre les communes. Il ajoute que la Communauté de Communes financera à hauteur de 50 % la rénovation de la piscine municipale lorsque celle-ci sera budgétée ; il est conscient que ça n'est pas une équité parfaite et précise que les choses ont tout de même énormément évolué depuis quelques années dans un contexte on ne peut plus instable.

Concernant la ZAC de Fromadan, Monsieur le Maire indique que lors des dernières réunions de bureau de la Communauté de Communes il a fait part de l'importance de la redynamiser.

Monsieur Girardi estime que les élus ont fait preuve de beaucoup de laxisme.

Il constate que la section d'investissement du BP 2014 était de 1 616 000 € de travaux et que seuls 786 000 € ont été réalisés, il se demande comment il aurait été possible de les réaliser et pense que le BP 2015 n'est pas assez ambitieux. Monsieur le Maire lui explique qu'il faut respecter le temps municipal, en effet il faut voir au bout du mandat ce qui a été réalisé, il se félicite dans les conditions actuelles avec des baisses de recettes de monter un budget 2015 à l'équilibre sans emprunt nouveau, avec un investissement de 1 900 000 €.

#### Vote du Budget Primitif – 2015 – Budget Principal – Commune

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Principal commune en deux temps :

- Fonctionnement
- Investissement

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

20 voix pour,

0 voix contre,

7 abstentions, M. Piazzon, Moschion, Le Grelle, Larrieu, Rosset, Girardi, Lacrampe

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2015 – Commune 2015 ainsi qu'il suit :

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses	5 347 716,00 €
Recettes	5 347 716,00 €

26 voix pour,  
0 voix contre,  
1 abstention, M. Girardi

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2015 – Commune 2015 ainsi qu'il suit :

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses	1 736 564,00 €
Recettes	1 874 799,00 €

Pour rappel, budget total

<u>Fonctionnement</u>	
Dépenses :	5 347 716,00 € (dont 0,00 € de RAR)
Recettes :	5 347 716,00 € (dont 0,00 € de RAR)
<u>Investissement</u>	
Dépenses :	1 933 869,00 € (dont 197 305,00 € de RAR)
Recettes :	1 933 869,00 € (dont 59 070,00 € de RAR)

Publié le 15/04/15  
Visa Préfecture le 16/04/15

\*\*\*\*\*

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AIGUILLON  
SERVICE DE L'EAU

Séance du 08 avril 2015

L'an deux mille quinze, le quatorze février, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	27
		Pour : 27
		Contre : 0
		Abstentions : 0

Etai(en)t présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Cathy SAMANIEGO, Alain LACRAMPE, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Procurat ion(s) :

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Michel PEDURAND  
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR  
Mme Lise ROSSET à Mme Catherine LARRIEU

Date de la convocation
14 avril 2015

Etai(en)t absent(s) :

MM. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

Date d'affichage
__/__/__

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

A été nommé(e) secrétaire de séance : Madame Cathy SAMANIEGO

__/__/__
----------

## VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015

et publication du

__/__/__
----------

vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

Investissement

Dépenses : 267 140,00

Recettes : 269 115,00

Fonctionnement

Dépenses : 54 488,00

Recettes : 54 488,00

Pour rappel, total budget :

<u>Investissement</u>		
Dépenses :	269 115,00	(dont 1 975,00 de RAR)
Recettes :	269 115,00	(dont 0,00 de RAR)
<u>Fonctionnement</u>		
Dépenses :	54 488,00	(dont 0,00 de RAR)
Recettes :	54 488,00	(dont 0,00 de RAR)

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Aiguillon

Le Maire, Jean-François SAUVAUD



Delib n° 2015-052(7.1.1)

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AIGUILLON  
SERVICE ASSAINISSEMENT

Séance du 08 avril 2015

L'an deux mille quinze, le quatorze février, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-François SAUVAUD, Maire.

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	27
		Pour : 27
		Contre : 0
		Abstentions : 0

**Etaient présents :**

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Cathy SAMANIEGO, Alain LACRAMPE, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

**Procurations(s) :**

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Michel PEDURAND  
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR,  
Mme Lise ROSSET à Mme Catherine LARRIEU

Date de la convocation
14 avril 2015

**Etai(en)t absent(s) :**

MM. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

Date d'affichage
__/__/__

**Etai(en)t excusé(s) :**

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__
----------

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : Madame Cathy SAMANIEGO

et publication du

__/__/__
----------

**VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015**

vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

**Investissement**

Dépenses : 291 835,00

Recettes : 360 219,00

**Fonctionnement**

Dépenses : 111 271,00

Recettes : 111 271,00

Pour rappel, total budget :

<u>Investissement</u>		
Dépenses :	382 660,00	(dont 90 825,00 de RAR)
Recettes :	382 660,00	(dont 22 441,00 de RAR)
<u>Fonctionnement</u>		
Dépenses :	111 271,00	(dont 0,00 de RAR)
Recettes :	111 271,00	(dont 0,00 de RAR)

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Aiguillon

Le Maire, Jean-François SAUVAUD



Delib n° 2015-053 (7.1.1)

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AIGUILLON  
CRECHE AIGUILLON

Séance du 08 avril 2014

L'an deux mille quinze, le quatorze février, le conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire d'Aiguillon.

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	27
		Pour : 27
		Contre : 0
		Absentions : 0

Etaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Cathy SAMANIEGO, Alain LACRAMPE, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION

Procurator(s) :

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Michel PEDURAND  
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR  
Mme Lise ROSSET à Mme Catherine LARRIEU

Date de la convocation
14 avril 2015

Etai(en)t absent(s) :

MM Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

Date d'affichage
14/04/15

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

A été nommé(e) secrétaire de séance : Madame Cathy SAMANIEGO

et publication du

## VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015

vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2015 :

Investissement

Dépenses : 0,00

Recettes : 0,00

Fonctionnement

Dépenses : 402 070,00

Recettes : 402 070,00

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 0,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 0,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 402 070,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 402 070,00 (dont 0,00 de RAR)

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Aiguillon

Le maire Jean-François SAUVAUD



Delib 2015-054 (7.1.1)

Publié le 15/04/15

Visa Préfecture le 16/04/15

## Subvention de fonctionnement aux associations – Exercice 2015 – Supérieures à 5 000 € avec Convention d'Objectifs

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2015, examinées en Commission des finances le 07 avril 2015.

### Le conseil municipal, après en avoir délibéré

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre d'Animation Municipal</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Animations et Festivités Aiguillonaises (AFA)</i>	<i>19 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo M. Pedurand M. Lasserre C. Faure A. Castagnos J. Beyret Treseguet Y. Sadir F. Diouf</i>
<i>Sca Général</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Jumelage</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo S. Guingan H. Aymard M. Pedurand C. Faure P. Desclaux C. Samaniego</i>
<i>Confluent Football 47</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>Y. Sadir</i>
<i>Amicale Sapeurs pompiers</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>École de Musique</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>Cinéma confluent</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. Diouf</i>

*Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,*



**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2015 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2015 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

Madame Larrieu remercie Monsieur le Maire et l'assemblée pour le retour à la subvention initiale du SCA Général, elle informe le Conseil Municipal du retrait de la section football qu'elle regrette d'autant plus que c'est cette même section qui il y a plus de 40 ans a été à l'origine de la création de l'Association. Elle déplore également ce départ pour les dirigeants qui se sont énormément impliqués dans l'association. Elle dit qu'elle ne connaît pas les raisons de cette scission et ajoute qu'elle aurait apprécié être avertie, elle se demande si l'association pense obtenir une subvention d'un montant plus élevée en demandant directement à la municipalité.

Elle estime que cette démarche est illogique et qu'il est étrange de souhaiter faire cavalier seul par les temps qui courent. Madame Larrieu se demande quelle va être la position du club de foot au niveau identitaire.

Monsieur le Maire lui signale qu'il n'a pas d'information supplémentaire et suppose qu'une impatience et le souhait de créer un emploi-avenir propre à l'association sont peut-être à l'origine de cette désolidarisation. Il indique à Madame Larrieu qu'il a adressé un courrier au Président du Confluent Football 47 lui indiquant qu'il prenait acte de sa décision, qu'il allait soumettre la demande de subvention au Conseil Municipal, qu'une convention d'objectifs allait être rédigée et qu'il était indispensable que l'association communique l'ensemble de ses effectifs rapidement, il explique que cela permettra d'établir une règle de subvention : scinder les subventions avec une aide fortement proportionnée aux écoles de sports.

Monsieur le Maire ajoute qu'il appartient au Président de Confluent Football 47 de convoquer le Président de la Communauté de Communes ainsi que les Maires des communes concernées afin d'évoquer l'éventuel financement de l'emploi avenir.

Monsieur Piazzon demande pourquoi la municipalité continue de financer l'école de musique alors que la Communauté de Communes finance les cours de 50 à 80 %, Monsieur le Maire lui indique qu'il s'agit d'un choix politique de payer 10 % du prix de l'année de cours afin de permettre aux familles qui ont des difficultés financières d'inscrire leurs enfants à l'école de musique.

\*\*\*\*\*

#### Subvention de fonctionnement aux associations – Exercice 2015 – Inférieures à 5 000 €

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23.000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de

recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2015, examinées en Commission des finances le 07 avril 2015.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Foyer de l'Automne</i>	<i>25 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>J. Beyret Tréséguet M. Cadays</i>
<i>Autres demandes</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	

*Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,*

**DÉCIDE** de revoir ultérieurement la répartition des montants (inférieurs à 5.000 €) attribués aux différentes associations, pour le règlement desquels les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2015 à l'article 6574 « Subventions autres organismes »,

**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel inférieur à 5.000 euros pour l'année 2015 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2015 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*\*\*

**Exercice du droit à la formation des élus locaux – Détermination montant 2015 – 11 801 €**

Afin de garantir le bon exercice des fonctions d' élu local, la loi a instauré un droit à la formation de 18 jours par mandat au profit de chaque élu. Dans les trois mois du renouvellement de l'assemblée, une délibération détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre.

Les crédits sont plafonnés à 20 % du montant maximum des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus (soit pour Aiguillon : 19.068 € / an).

Sont pris en charge les frais d'enseignement (si organisme agréé par le ministère de l'intérieur), de déplacement et éventuellement de perte de revenus, dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, un tableau des actions suivies financées par la collectivité est annexé au compte administratif et donne lieu à un débat annuel.

Les communes membres d'un E.P.C.I. ont la possibilité de transférer à ce dernier l'organisation et les moyens de la formation de leurs élus.

**Le Maire propose à l'assemblée :**

- Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation selon ses souhaits, à la condition que l'organisme soit agréé par le ministère de l'intérieur
- Les thèmes privilégiés seront, notamment en début de mandat :
  - o les fondamentaux de l'action publique locale,
  - o les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
  - o les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits, ...).
- Le montant des dépenses sera plafonné à 13 % du montant total des indemnités susceptibles d'être allouées aux élus), soit 11.801 € ;
- Chaque année, un débat aura lieu au vu du tableau récapitulatif des formations suivies annexé au compte administratif.



Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

*Vu l'article L2123-12 du C.G.C.T.,*

*Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 07 avril 2015,*

**APPROUVE** les orientations données à la formation des élus de la collectivité, telles que présentées ci-dessus ;

**DIT** que le montant des dépenses liées à la formation des élus locaux sera plafonné à 13 % du montant total des indemnités susceptibles d'être allouées aux élus), soit 11.801 € pour l'année 2015 ;

**DÉCIDE** d'imputer la dépense correspondante sur les crédits figurant au budget 2015 de la Commune, chapitre 65 – article 6535 ;

**DIT** que chaque année, un débat aura lieu au vu du tableau récapitulatif des formations suivies annexé au compte administratif.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*

Madame Aymard regrette que chaque élu ne puisse pas faire le nombre de formations qu'il désire, Monsieur le Maire l'informe que les élus qui ne souhaitent pas prendre part à des formations peuvent s'entendre pour en faire bénéficier d'autres élus.

\*\*\*\*\*

#### **Information au conseil municipal – renégociation emprunts**

VU la délibération en date du 11 avril 2014 donnant délégation de pouvoir complémentaire au Maire pour la réalisation des emprunts et des opérations de gestion de dette et de trésorerie, et notamment son article 5 précisant que le Conseil municipal serait tenu informé par le maire des opérations réalisées,

VU la délibération du conseil municipal en date du 25 avril 2008 entérinant la décision de recours à l'emprunt prise par le maire le 18 avril 2008, pour le contrat de prêt dénommé « Optifix » passé en avril 2008 avec DEXIA CREDIT LOCAL pour un montant de 500.000 € dont les caractéristiques sont les suivantes :

Durée : **30 ans**

Taux fixe de référence : **4,52% l'an**

Ce taux fixe est sous réserve de l'exercice des options aux échéances déterminées entre les deux parties selon les modalités définies dans l'offre.

Périodicité des échéances : **annuelle**

Mode d'amortissement : **progressif**

Conditions de remboursement anticipé :

sans indemnité à la 2e échéance, puis à des dates conjointement définies. Indemnité actuarielle aux autres dates d'échéance.

CONSIDERANT l'opportunité pour la Commune de procéder à un arbitrage vers un taux fixe, selon l'offre établie par la SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL (établissement gestionnaire de la CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL), société régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier, et après en avoir délibéré,

**INFORME** le Conseil municipal qu'il a pris le 11 mars 2015 (visa contrôle de légalité le 24 mars 2015) une décision d'arbitrage vers taux fixe selon les termes suivants (cf contrat annexé) :

Capital Restant Dû de la tranche en date d'effet de l'arbitrage : **434 459,37 €**

Terme de la tranche : **01/05/2038 (23 échéances d'intérêts)**

Taux d'intérêt : **taux fixe de 1,76% l'an**

Périodicité des échéances : **annuelle**

Mode d'amortissement : **inchangé**

Conditions de remboursement anticipé :

se référer aux dispositions contractuelles relatives au remboursement anticipé d'une tranche d'amortissement à taux fixe

**Le conseil municipal,  
Après avoir entendu en séance le rapport de monsieur le maire,**

**PREND ACTE** de la décision d'emprunt prise par le Maire selon les termes détaillés ci-dessus.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire a indiqué au Conseil Municipal qu'il allait créer un groupe de travail relatif aux scrutins électoraux.

Il rappelle que la tenue des bureaux de vote est une obligation pour les élus, des courriers leurs ont été adressés pour rappel. Il établit le constat suivant Aiguillon compte environ 3 000 électeurs pour 4 bureaux de vote :

- école Marcel Pagnol : 1 200
- Salle de réception Espace Théophile de Viau : 900
- Saint Radegonde : 437
- Saint Côme : 520

Les agents communaux ne peuvent pas prendre part à la tenue des bureaux de vote si il ne sont pas inscrits sur les listes électorales de la commune, sauf lors de la rédaction des procès-verbaux.

Il y a 4 bureaux de vote qui doivent être tenus par 4 personnes le matin et l'après-midi soit un total de 32 personnes, plus que de membres du Conseil Municipal, Monsieur le Maire est d'ailleurs obligé de réquisitionner des électeurs afin d'assurer la tenue des bureaux. Il pense qu'il faut se pencher sur la question de l'organisation des bureaux de vote d'autant qu'elle doit être communiquée à la Préfecture avant le mois de juillet.

Il propose une réflexion sur la répartition des habitants, des bureaux de vote, de l'accessibilité, du respect des obligations de sécurité... Menée par des élus il propose Mr Michel Pedurand et Mr Gabriel Lasserre, se portent également volontaires Mr Christian Girardi et Mr Cadays.

Monsieur Girardi exprime au Maire son désaccord et estime que c'est un tableau trop noir des élections qui est dressé.

#### **AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE**

##### **Motion déposée par le groupe Front de Gauche du Conseil Municipal contre la baisse des dotations de l'État aux Collectivités Territoriales**

Le Conseil Municipal est appelé à adopter la motion suivante, concernant les baisses de dotations de l'État aux collectivités locales, déposée par le groupe « Front de gauche » du conseil municipal :

Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015 -2017, les concours financiers de l'Etat sont appelés à diminuer de 11 milliards d'euros de façon continue jusqu'en 2017, soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Déjà, lors des années précédentes, les dotations relatives à la DGF ont été diminuées.

**A Aiguillon, pour l'année 2015, cette baisse est de 82 500 €. Pour les années 2016 et 2017, il est prévu une baisse annuelle de 120 000 €, soit une baisse cumulée de plus de 360 000 € sur la période 2014-2017.** C'est considérable, et c'est du « jamais vu ».

Nous ne pouvons envisager une telle perspective qui conduira inévitablement à fragiliser les services publics permettant de répondre à des besoins essentiels et croissants dans tous les domaines : emploi, éducation, logement, sport, culture, environnement...

Cette austérité renforcée pour les communes est inacceptable. Elle est inefficace car elle enfonce le pays dans un cycle infernal de récession et de chômage. Les collectivités représentent 71% de l'investissement public du pays.

Ces choix sont d'autant plus intolérables qu'ils s'accompagnent d'une augmentation à hauteur de 41 milliards d'euros des aides aux entreprises, via le CICE, ou la baisse des cotisations patronales.

**Dans ce contexte, nous saluons les efforts de la municipalité pour contenir la pression fiscale et maintenir le niveau des subventions aux associations aiguiillonaises.**

L'efficacité et la justice, c'est une réforme fiscale d'ensemble qui combat le gâchis de la spéculation en la taxant et qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics.

L'argent existe au sein de la cinquième puissance économique mondiale !

Le conseil municipal d'Aiguillon :

- demande que cet argent soit consacré aux investissements utiles à nos concitoyens, utiles à l'emploi, utiles à la relance.
- *demande l'arrêt immédiat de cette austérité imposée aux collectivités et la taxation des actifs financiers des entreprises.*

**Après avoir entendu cet exposé,  
Le conseil municipal,**

*17 voix pour,  
0 voix contre,*

*9 abstentions, M. Larrieu, Rosset, Le Grelle, Lacrampe Moine, Moschion, Piazzon, Castagnos, Faure, Guihard*

*Monsieur Christian GIRARDI refuse de prendre part au vote,*

**ADOpte** la motion concernant les baisses de dotation de l'État aux collectivités territoriales, déposée par le groupe « Front de gauche » du conseil municipal.

*Publié le 15/04/15*

*Visa Préfecture le 16/04/15*

\*\*\*\*\*

### QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la prochaine séance aura lieu le mardi 19 mai 2015.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 22 heures 15 minutes.

\*\*\*\*\*

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Lise ROSSET

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION